Spedizione in abbonamento postale



DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Sabato, 12 genna o 1952

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MFNO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554

AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1951, n. 1553.

Esecuzione alla Convenzione tra l'Italia e la Francia relativa alla circolazione di frontiera e scambi di Note conclusi a Roma il 29 gennaio 1951.

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 luglio 1951, n. 1553.

Esecuzione alla Convenzione tra l'Italia e la Francia relativa alla circolazione di frontiera e scambi di Note conclusi a Roma il 29 gennaio 1951.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione; Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'interno e per le finanze;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione tra l'Italia e la Francia relativa alla circolazione di frontiera e scambi di Note, conclusi a Roma il 29 gennaio 1951.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella Gazzetta Ufficiale ed ha effetto conformemente a quanto stabilito dall'art. 11 della Convenzione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA VANONI — SCELBA

Visto, il Guardasigilli: ZOLI Registrato alla Corte dei conti, addi 12 novembre 1951 Atti del Governo, registro n. 45, foglio n. 83. — FRASCA

Convention entre l'Italie et la France relative à la circulation frontalière

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Français, désireux de faciliter les rapports de bon voisinage entre l'Italie et la France, ont convenu de réglementer comme suit la circulation de leurs nationaux dans la zone frontalière des deux pays.

Article 1

La zone frontalière prise en considération dans le présent accord aura approximativement une largeur de dix kilomètres de part et d'autre de la frontière.

Un échange de lettres ultérieur déterminera la liste des communes comprises dans la dite zone.

Article 2

Seront considérés comme frontaliers, aux termes du présent accord, les ressortissants italiens et français résidant de manière permanente dans la zone frontalière et appelés par leur activité habituelle, leurs intérêts particuliers ou pour des motifs familiaux permanents, à se rendre fréquemment dans la zone frontalière limitrophe.

Article 3

Il sera procédé ultérieurement à un échange de lettres entre les deux Gouvernements en vue de déterminer les conditions dans lesquelles les moyens de travail (outils, semences, engrais, véhicules, animaux...) nécessaires à l'exercice des activités prévues par le présent Accord, ainsi que les produits agricoles et naturels provenant de chaque zone frontalière pourront être transférés librement d'un pays dans l'autre.

Article 4

Le document donnant droit aux frontaliers de franchir la frontière et de circuler librement dans la zone frontalière limitrophe, sera dénommé « Carte Frontalière ».

Cette carte sera un titre personnel, d'une validité maximum d'un an à dater du jour de sa délivrance et renouvelable.

Elle consistera dans un carnet d'un modèle à établir, comportant une photographie récente du titulaire, et mentionnant le motif de la délivrance, la ou les localités de destination et le ou les points de passage obligatoires.

Les enfants âgés de moins de quinze ans pourront être inscrits sur la carte du frontalier qu'ils accompagnent.

Article 5

La qualité de frontalier, au sens du présent accord, ne confère pas *ipso facto* le droit d'obtenir la carte frontalière, qui pourra être refusée aux personnes ne jouissant pas d'une honorabilité reconnue.

La dite carte pourra être retirée, à tout moment, en cas d'abus par l'une ou l'autre des autorités compétentes das deux pays, sans préjudice des sanctions pénales susceptibles d'être appliquées.

L'autorité qui aura procédé au retrait de la carte, notifiera cette mesure, dans le plus court délai, à l'autorité compétente de l'autre pays.

Article 6

La carte frontalière sera délivrée, en Italie, par la Questure compétente et, en France, par l'Autorité préfectorale compétente.

La carte frontalière délivrée en Italie sera soumise au visa de l'Autorité française compétente: réciproquement, la carte frontalière délivrée en France sera soumise au visa de l'Autorité italienne compétente.

Ce visa, dont la validité sera au maximum d'un an, sera délivré gratuitement de part et d'autre et dans le plus court délai.

Article 7

La carte frontalière donnera accès à la ou les localités inscrites sur la dite carte. Pour accéder à cette ou à ces localités, le titulaire devra utiliser exclusivement le ou les points de franchissement mentionnés sur sa carte.

Le passage de la frontière, aller et retour, devra avoir lieu, en règle générale, le même jour et pendant les heures d'ouverture des postes de contrôle. Les points de passage autorisés ainsi que les heures d'ouverture des postes seront fixés, d'un commun accord, par les autorités compétentes des deux Pays.

En cas de nécessité, des dérogations à l'obligation de franchir la frontière par les points de passage autorisés et d'observer les heures d'ouverture pourront être accordées par les autorités compétentes françaises et italiennes. Il en sera de même en ce qui concerne la nécessité de demeurer plus de vingt-quatre heures dans la zone frontalière limitrophe.

Article 8

En cas de fermeture totale de la frontière, et pendant la durée de cette fermeture, la carte frontalière ne permet-pas de franchir la frontière. En cas de fermeture seulement partielle, la carte frontalière permet de franchir la frontière au point de passage le plus proche demeurant autorisé.

En pareille occurrence et dans toute la mesure du possible, ces mesures de fermeture seront portées à l'avance à la connaissance des Autorités de frontière de l'autre Pays.

Article 9

Des laissez-passer individuels pourront être délivrés par les Autorités de police de la frontière de chaque pays dans les cas humanitaires ou d'urgence.

Ces laissez-passer seront valables pour un seul voyage d'une durée maximum de trois jours et seront visés gratuitement par l'Autorité de frontière de l'autre Pays.

Article 10.

Le présent Accord restera en vigueur pendant un an et sera tacitement reconduit année par année pour les années suivantes sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes qui devra intervenir au moins trois mois avant l'expiration de chaque période annuelle.

Article 11

Le présent Accord entrera en viguer à la même date dans les deux Pays.

Cette date sera fixée à l'occasione de l'échange des ratifications qui aura lieu à Paris.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 29 janvier 1951.

Pour l'Italie SFORZA

Pour la France J. FOUQUES DUPARC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica Il Ministro per gli affari esteri PICCIONI

AMBASSADE DE FRANCE EN ITALIE ANNEXE 1

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

L'article 1 de la Convention entre la France et l'Italie, relative à la circulation frontalière, signée en date de ce jour, prévoit un échange de lettres ultérieur déterminant la liste des communes comprises dans la zone frontalière.

Une Commission franco-italienne, réunie à Turin les 18 et 19 avril 1950, a établi, d'un commun accord, ladite liste. Elle a, en outre, fixé les points de passage de la frontière, comme il est prévu à l'article 7 de la Convention. Enfin, elle a, conformément aux articles 4 et suivants, déterminé le modèle de la carte frontalière.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon Gouvernement donne son approbation aux dispositions contenues dans le procès-verbal de la Commis- Airole, Isolabona, Olivetta S. Michele, Apricale, Roc-

sion précitée, dont le texte est annexé à la présente lettre. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement italien sur ces dispositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J FOUQUES DUPARC

Son Excellence le Conte Carlo Sforza Ministre des Affaires Etrangères Palais Chigi ROME

> Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica Il Ministro per gli affari esteri PICCIONI

Les 18 et 19 avril 1950, à Turin, dans un salon de l'Administration de la Province de Turin, s'est réunie la Commission Franco-Italienne chargée de définir certaines modalités d'application de la convention paraphée à Rome entre la France et l'Italie le 1er Juillet 1949 et relative à la circulation frontalière.

A cette réunion, étaient présents:

- A) du côté italien:
- 1) Monsieur l'Avocat Adolfo De Dominicis, Président de la Commission des Experts Civils pour le questions concernant la nouvelle frontière;
- 2) Monsieur le Dr. Renato Cajoli, représentant de la Présidence du Conseil des Ministres (Bureau Zones Frontalières);
- 3) Monsieur le Dr. Giuseppe Gitti, représentant du Ministère de l'Intérieur (Direction Générale de la Sareté);
- 4) Monsieur le Dr. Giuseppe Leone, représentant du Ministère des Finances (Direction Générale des Douanes).
- B) du côté français:
- 1) Monsieur Prunet-Foch, Secrétaire d'Ambassade (Direction des Conventions Administratives - Ministère des Affaires Etrangères);
- 2) Monsieur Maily Jacques, Administrateur Civil (Direction Générale de la Sûreté Nationale - Ministère de l'Intérieur).

L'objet de la réunion était de déterminer :

- a) la liste des communes à inclure, soit du côté français, soit du côté italien, dans la zone prévue par l'article 1 de la susdite Convention;
- b) les points de passage autorisés, selon l'article 7, pour la circulation des personnes en possession de la Carte Frontalière;
- c) le modèle de la Carte Frontalière à délivrer aux frontaliers français et italiens tant en France qu'en Italie en vertu des articles 4 et suivants de la Convention.
- I. Monsieur De Dominicis déclare que les Communes à inclure dans la zone frontalière italienne sont les suivantes:

Province d'Imperia:

Vintinille, Vallecrosia, Vallebona, S. Biagio della Cima, Camporosso, Soldano, Dolceacqua, Perinaldo,

chetta Nervina, Baiardo, Castelvittorio, Pigna, Molini di Triora, Triora, Rezzo, Pornassio, Mendatica, Cosio d'Arroscia.

Province de Coni:

Ormea, Frabosa Soprana, Frabosa Sottana, Roccaforte Mondovi, Chiusa-Pesio, Peveragno, Boves, Limone, Vernante, Robilante, Roccavione, Entraque, Valdieri, Demonte, Aisone, Vinadio, Sambuco, Argentera, Acceglio, Marmora, Prazzo, Elva, Sampeyre, Casteldelfino, Bellino, Pontechianale, Oncino, Crissolo, Bagnolo.

Province de Turin:

Villar Pellice, Bobbio Pellice, Prali, Salza, Pragelato, Sestrière, Sauze de Cesana, Cesana Torinese, Clavière, Sauze d'Oulx, Oulx, Beaulard, Bardonèche, Salabertano, Exille, Chiomonte, Gravers, Suse, Giaglione, Venalzio, Novalesa, Ferrera Cenisio, Mompantero, Bussoleno, Chianocco, Lemie, Usseglio, Balme, Ala di Stura, Groscavallo, Ceresole, Noasca.

Vallée d'Aoste:

Rhèmes Notre Dame, Valsavaranche, Valgrisanche, Rhêmes St Georges, Arvier, La Salle, Morgex, Pré St. Didier, La Thuile, Courmayeur, Avise.

Monsieur De Dominicis ajoute que, pour la détermination de cette liste, les communes se trouvant dans un rayon de 10 km. de la frontière, ou même seulement en partie, ont été considérées comme communes frontalières, exception faite pour la commune de Robilante incluse dans cette zone en raison de sa situation sur la route qui conduit de Roccavione, commune comprise dans la zone frontalière, à la frontière.

La liste des communes italiennes est acceptée par la Délégation Française.

Monsieur Maily, de son côté, communique la liste des communes à inclure dans la zone frontalière française, selon le même critère.

Departement des Alpes Maritimes:

Roquebrune-Cap Martin, Gorbio, Menton, Castellar, Saint Agnes, Castillon, Sospel, Moulinet, Breil, Saorge, Fontan, La Brigue, Tende, Belvedere, Roquebillière, Venanson, St. Martin-Vesubie, Valdeblore, Rimplas, St. Sauveur-sur-Tinée, Roure, Roubion, Isola, Saint Etienne-de-Tinée, St. Dalmas-le-Selvage.

Departement des Basses Alpes:

Fours, Uvernet, Enchastrayes, Saint-Pons, Barcelonnette, Faucon, Jausier, La Condamine Chatelard, Larche, Meyronnes, Saint-Paul-sur-Ubaye.

Departement des Hautes Alpes:

Guillestre, Ceillac, Saint-Veran, Molines, Chateau Queyras, Chateau Vieille Ville, Arvieux, Ristolas, Aiguilles, Abries, Saint-Martin-de-Queyrieres, Cervières, Villard-Saint-Pancrace, Puy-Saint-André, Puy-Saint-Pierre, Briançon, Saint-Chaffrey, La Salle, Montgenèvre, Val-des-Près, Monestier-les-Bains, Nevâche.

Departement de la Savoie:

Fourneaux, La Freney, Saint-André, Modane, Villarodin, Avrieux, Aussois, Bramans, Sollières Sardières, Termignon, Lanslebourg, Lanslevillard, Bessans, Bonneval, Val d'Isère, Tignes, Villaroger, Sainte-Foy,

Montvalezan, Hauteville Gondon, Les Chapelles, Bourg-Saint-Maurice, Seez, Beaufort-sur-Doron.

La liste des communes françaises est acceptée par la Délégation Italienne.

* * *

II. — Monsieur Maily et Monsieur De Dominicis se sont mis d'accord sur la liste des points de passage par lesquels les possesseurs de la Carte Frontalière pourront franchir la frontière.

Ces points de passage sont les suivants:

Pont St. Louis Fanghetto-Piéne Col de Tende Col de Larche

Col de Sautron (saisonnier)
Col de l'Agnel (saisonnier)
Col de Traversette (saisonnier)
Col de la Croix (saisonnier)
Col d'Abries (saisonnier)

Col Bousson Clavière-Montgenèvre Bardoneche-Melezet

Modane (exclusivement par le trains locaux).

(saisonnier)

Mont Cenis Col du Mont

Col du Mont (saisonnier)

Petit St. Bernard

Col de la Seigne (saisonnier)

Conformément aux dispositions de l'article 7 (alinéa 3) et afin de favoriser les relations frontalières, les Administrations Centrales Française et Italienne inviteront les Autorités locales à accorder les dérogations, qui leur paraîtront justifiées, aux prescriptions édictées aux alinéas 1 et 2 du dit article.

En particulier, et à titre indicatif, les points de passage suivants pourront être autorisés:

Pont St. Ludovic

Pas de Cais (Passo Vescovo)

Colleardente

Col du Geant

III. — Enfin, les deux Délégations décident d'adopter un modèle uniforme de Carte Frontalière qui aura les dimensions suivantes: 10 sur 14, et sera de couleur bleue en France, et verte en Italie.

Elles conviennent d'annexer au présent procès verbal 2 specimens: l'un français, l'autre italien du modèle retenu.

Le présent procès verbal a été rédigé en 4 exemplaires: 3 français et 2 italiens.

Fait à Turin le 21 avril 1950

Pour la Délégation Italienne signé: De Dominicis Adolfo

Pour la Délégation française

signé: J. MAILY

Pour copie certifiée conforme à l'original.

Rome, le 29 janvier 1951

L'Ambassadeur de la Republique Française en Italie J. Fouques Duparc

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

Piccioni

MODELE DE CARTE FRONTALIERE

RECTO

VISA POUR LE les RENOU	VELLEMENT DE LA CARTE	République Française Département de
La validité de la présente Carte est prorogée jusqu'au A le (Signature et cachet de l'Autorité française) VISA POUR LE 2ème RENOU	Visa de l'Autorité italienne A le (Signature et cachet de l'Autorité italienne)	Arrondissement de Commune de CARTE FRONTALIÈRE N° permettant à son titulaire de franchir la frontière FRANCO-ITALIENNE par les points de passage ci-dessous désignés: Communes dans lesquelles le titulaire peut se rendre :
La validité de la présente Carte est prorogée jusqu'au A le (Signature et cachet de l'Autorité française)	Visa de l'Autorité italienne A . le (Signature et cachet de l'Autorité italienne)	Observations. – Cette Carte rigoureusement personnelle et d'une validité maximum d'un an ne donne pas le droit de circuler en dehors des communes nominativement désignées ci-dessus. – Elle ne saurait en aucun cas tenir lieu de titre de séjour. – Toute infraction expose son auteur au retrait de la carte, sans préjudice des sanctions administratives ou pénales éventuelles.

VERSO

	Nom Prénoms Date de naissance Lieu de naissance Domicile Nationalité Motif de la délivrance		Enfants de moins de 15 a laire : Nom. et Prés	ans accompagnant le titu-
10 cm.	Photographie à oblitérer par cachet	Signalement: Taille Yeux Cheveux. Sourcils Front. Nez. Bouche Menton Visage. Teint Signes particuliers.	Carte valable jusqu'au Délivrée à le (Signature e cachet de l'Autorité française	Visa de l'Autorité italienne A le (Signature et cachet de l'Autorité italienne)
10	Motif de la délivrance Photographie à oblitérer par cachet	Signalement: Taille Yeux Cheveux. Sourcils Front. Nez. Bouche Menton Visage. Teint Signes particuliers.	Délivrée à le (Signature e cachet de	de l'Autorité italienn A le (Signature et cachet de

14 cm.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI ANNEXE 1-bis

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

« L'article 1 de la Convention entre la France et l'Italie, relative à la circulation frontalière, signée à Rome en date de ce jour, prévoit un échange de lettres ultérieur determinant la liste des communes comprises dans la zone frontalière.

Une Commission franco-italienne, réunie à Turin les 18 et 19 avril 1950, a établi, d'un commun accord, ladite liste. Elle a, en outre, fixé les points de passage de la frontière, comme il est prévu à l'article 7 de la Convention. Enfin, elle a, conformément aux articles 4 et suivants, déterminé le modèle de la carte frontalière.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon Gouvernement donne son approbation aux dispositions contenues dans le procès-verbal dont le texte est annexé à la presente lettre. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement italien sur ces dispositions ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement italien confirme son accord sur les dispositions contenues dans le procès-verbal de la Commission qui s'est réunie à Turin les 18 et 19 avril 1950.

Veuillez agréer. Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

SFORZA

Son Excellence

Monsieur Jacques Fouques Duparc Ambassadeur de la République Français Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri Piccioni

Nei giorni 18 e 19 del mese di aprile 1950, a Torino, in un salone dell'Amministrazione Provinciale, si è riunita la Commissione italo-francese incaricata di definire talune modalità di applicazione della convenzione parafata a Roma tra l'Italia e la Francia il 1º luglio 1949, relativa alla circolazione nelle zone di frontiera.

A questa riunione erano presenti:

A) da parte italiana:

- 1º l'Avv. Adolfo De Dominicis, Presidente della Commissione degli esperti civili per le questioni concernenti la nuova fronticra con la Francia;
- 2º il Dott. Renato Cajoli, rappresentante la Presidenza del Consiglio dei Ministri (Ufficio Zone di Confine);
- 3º il Dott. Giuseppe Gitti, rappresentante il Ministero dell'Interno (Direzione Gen. della P. S.),
- 4° il Dott. Giuseppe Leone, rappresentante il Ministero delle Finanze (Direz. Gen. delle Dogane).

- B) da parte francese:
- 1º il sig. Andrea Prunet-Foch, Segretario d'Ambasciata (Direzione delle Convenzioni Amministrative Ministero degli Affari Esteri);
- 2º il sig. Giacomo Maily, Amministratore Civile (Direz. Gen. della Sicurezza Nazionale Ministero degli Interni).

Scopo della riunione era quello di determinare:

- a) la lista dei Comuni da comprendere, sia dal lato italiano, che dal lato francese, nella zona prevista dall'art. 1 della summenzionata convenzione;
- b) i valichi autorizzati, secondo l'art. 7, per la circolazione delle persone munite della tessera di frontiera:
- c) il modello della carta di frontiera, da rilasciare agli aventi diritto, italiani e francesi, sia in Italia che in Francia, in virtù degli articoli 4 e seguenti della Convenzione.
- I.— Il Sig. De Dominicis dichiara che i Comuni da comprendere nella zona di frontiera italiana agli effetti dell'art. 1 sono i seguenti:

Provincia di Imperia:

Ventimiglia, Vallecrosia, Vallebona, S. Biagio della Cima, Camporosso, Soldano, Dolceacqua, Perinaldo, Airole, Isolabona, Olivetta San Michele, Apricale, Rocchetta Nervina, Baiardo, Castelvittorio, Pigna, Molini di Triora, Triora, Rezzo, Pornassio, Mendatica, Cosio d'Arroscia.

Provincia di Cuneo:

Ormea, Frabosa Soprana, Frabosa Sottana, Roccaforte Mondovì, Chiusa Pesio, Peveragno, Boves, Limone, Vernante, Robilante, Roccavione, Entraque, Valdieri, Demonte, Aisone, Vinadio, Sambuco, Argentera, Acceglio, Marmora, Prazzo, Elva, Sampeyre, Casteldelfino, Bellino, Pontechianale, Oncino, Crissolo, Bagnolo.

Provincia di Torino:

Villar Pellice, Bobbio Pellice, Prali, Salza, Pragelato, Sestrière, Sauze di Cesana, Cesana Torinese, Clavière, Sauze d'Oulx, Ulzio, Beaulard, Bardonecchia, Salabertano, Esille, Chiomonte, Gravere, Susa, Giaglione, Venalzio, Novalesa, Ferrera Cenisio, Mompantero, Bussoleno, Chianocco, Lemie, Usseglio, Balme, Ala di Stura, Groscavallo, Ceresole, Noasca.

Valle d'Aosta:

Rhêmes Notre Dame, Valsavaranche, Valgrisanche, Rhêmes St. Georges, Arvier, La Salle, Morgex, Pré St. Didier, La Thuile, Courmayeur, Avise.

Il sig. De Dominicis soggiunge che, ai fini della determinazione dell'elenco surriportato, si è tenuto conto di tutti i Comuni il cui territorio si trova, anche solo in parte, nel raggio di 10 km. dalla frontiera, ad eccezione di quello di Robilante, incluso per il fatto che si trova sulla strada che collega la frontiera a Roccavione, Comune compreso nell'elenco.

L'elenco dei Comuni italiani viene accettato dalla

Delegazione francese.

Il sig. Maily, da parte sua, comunica l'elenco dei Comuni, da comprendere nella zona di frontiera francese, secondo lo stesso criterio:

Dipartimento delle Alpi marittime:

Roquebrune-Cap Martin, Gorbio, Menton, Castellar, Saint Agnès, Castillon, Sospel, Moulinette, Breil, Saorge, Fontan, La Brigue, Tenda, Belvedere, Roquebilliere, Venanson, St. Martin-Vesubie, Valdeblore, Rimplas, St. Sauveur-sur-Tinée, Roure, Roubion, Isola, St. Etienne-de-Tinée, St. Dalmas-le-Salvage.

Dipartimento delle Basse Alpi:

Fours, Uvernet, Enchastrayes, Saint-Pons, Barcellonette, Faucon, Jauesiers, La Condamine Chatelard, Larche, Mayronnes, Saint-Paul-sur-Ubaye.

Dipartimento delle Alte Alpi:

Guillestre, Ceillac, Saint-Veran, Molines, Chateau Queeyras, Chateau Vielle Ville, Arvieux, Ristolas, Aiguilles, Abries, Saint-Martin-de-Queyrieres, Cervières, Villard-Saint-Pancrace, Puy-Saint-André, Puy Saint-Pierre, Briançon, Saint-Chaffrey, La Salle, Montgenèvre, Val-des-Près, Monestier les-Bains, Névache.

Dipartimento della Savoia:

Fourneaux, Le Freney, Saint-André, Modane, Villarodin, Avrieux, Aussois, Bramans, Sollières, Sardières, Termignon, Lanslebourg, Lanslevillard, Bessans, Bonneval, Val d'Isère, Tignes, Villaroger, Sainte-Foy, Montvalezan, Hauteville Gondon, Les Chapelles, Bourg-Saint-Maurice, Seez, Beaufort-sur-Doron.

L'elenco dei Comuni francesi viene accettato dalla Delegazione italiana.

II. — Il sig. De Dominicis e il sig. Maily si sono messi d'accordo sull'elenco dei valichi attraverso i quali i possessori della carta di frontiera potranno varcare la frontiera.

Tali valichi sono i seguenti:

Ponte San Luigi
Fanghetto-Piena
Colle Tenda
Colle della Maddalena (Col de Larche)
Col De Sautron (stagionale)
Colle dell'Agnello (stagionale)
Colle delle Traversette (stagionale)
Colle della Croce (stagionale)

Col d'Abries (stagionale)
Col Bousson (stagionale)
Claviere Montgenevre
Bardonecchia Melezet
Modane (limitatamente ai treni locali)
Moncenisio
Col du Mont (stagionale)
Piccolo S. Bernardo
Col de la Seigne (stagionale)

Si è stabilito, inoltre, che in conformità alle disposizioni di cui all'art. 7, 3° comma, ed allo scopo di favorire le relazioni fra le popolazioni delle zone di frontiera, le Amministrazioni Centrali, italiana e francese, inviteranno le Autorità locali ad accordare quelle deroghe alle norme di cui ai comma 1 e 2 dello stesso articolo, che secondo il loro giudizio, riterranno giustificate; e che, in particolare e a titolo indicativo, potranno essere autorizzati i seguenti punti di passaggio:

Ponte S. Ludovico; Passo del Vescovo; Colleardente; Colle del Gigante.

III. — Infine le due Delegazioni hanno deciso di adottare un modello uniforme della tessera di frontiera, che avrà le dimensioni di cm. 10×14 e sarà di colore verde per l'Italia e di colore bleu per la Francia.

Si conviene di allegare al presente processo verbale due « fac-simili » del modello prescelto, l'uno italiano e l'altro francese.

Il presente processo verbale è stato redatto in quattro originali, due in lingua italiana e due in lingua francese.

Fatto a Torino, il 21 aprile 1950

Per la Delegazione Francese
J. MAILY

Per la Delegazione Italiana DE DOMINICIS ADOLFO

Si certifica che la presente copia è conforme a verità.

Il Capo dell'Ufficio Trattati R. Monaco

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri Piccioni

MODELLO DELLA TESSERA DI FRONTIERA

FRONTE

	Visto per il rinno	OVO DELLA TESSERA	Repubblica Italiana		
	La validità della presente tessera è prorogata fino al	Visto dell'Autorità francese Luogo Addì (Firma e timbro dell'Autorità francese)	Comune di TESSERA DI FRONTIERA Nr. che permette al titolare di attraversare la frontiera ITALO-FRANCESE per i punti di passaggio qui sotto indicati:		
	VISTO PER IL 2º RINI La validità della pre-	Visto	Comuni ove il titolare può recarsi:		
	sente tessera è prorogata fino al	dell'Autorità francese Luogo	Osservazioni: La tessera è rigorosamente perso-		
T	Luogo	ddi			

Retro

Cognome Nome Paternità		titolare:	5 anni che accompagnano i
Data di nascita Luogo di nascita Domicilio (Via e nur	aero)	Cognome	Nome Età
Nazionalità Motivo del rilascio			
	Connotati:	Vale fino al .	Visto dell'Autorità francese
Fotografia da annullare col timbro	Statura . Occhi Capelli Sopracciglia Fronte Naso Bocca Mento .	Rilasciata a Addi	Luogo Addì
Firma del titolare	Viso. Colorito Segni particolari.	· (Firma e timbro dell'Autorità italiana)	(Firma e timbro dell' Autorità francese

AMBASSADE DE FRANCE EN ITALIE

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 3 de la Convention frontalière signée à Rome en date de ce jour et à la suite des échanges de vue qui ont eu lieu entre les Administrations compétentes, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français donne son approbation aux dispositions suivantes fixant les modalités d'application du dit article:

- Pour faciliter l'exploitation des biens-fonds situés dans l'une des zones frontalières et cultivés par des propriétaires, usufruitiers ou fermiers habitant l'autre zone, sont affranchis de tous droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation effectuées par eux-mêmes, les membres de leur famille ou leurs préposés entre lesdits biensfonds et l'habitation ou l'établissement agricole des intéressés et vice-versa:
- a) les animaux de travail, les instruments, les véhicules et les machines communément utilisés dans l'agriculture et l'exploitation forestière, y compris leurs accessoires et tout ce qui est nécessaire au fonctionnement des véhicules et des machines proprement dites; en ce qui concerne les carburants, l'exonération de droits est toutefois limitée aux quantités contenues dans le réservoir normal, communiquant directement avec le moteur;
- b) la quantité de vivres et de boisson strictement nécessaire aux travailleurs employés à la culture des terres ou aux travaux forestiers, pour toute la durée desdits travaux, ainsi que le fourrage nécessaire aux animaux pour toute la durée de leur séjour dans l'emplacement considéré, avec tous les appareils et produits nécessaires pour lutter contre les insectes et les parasites des plantes;
- c) les engrais en tous genres, les semences, les plantes et les arbustes destinés au reboisement, les ceps de vigne, les matériaux de construction nécessaires à la réparation des édifices existant dans lesdites propriétés;
- d) les produits agricoles et forestiers obtenus sur lesdits biens-fonds ainsi que les produits tirés des animaux appartenant à l'exploitation agricole considérée y compris les jeunes bêtes mises bas par ceux-ci et Agées de moins de quatre mois et les produits de la chasse et de la pêche provenant de ces mêmes biens-

Les machines, instruments et véhicules, les animaux et leurs harnachements ainsi que tous les objets emportés et non utilisés doivent être reconduits ou remportés au-delà de la frontière lorsqu'ils ont cessé d'être employés. Toutefois, un cautionnement ne sera exigé à cet effet qu'au cas où les intéressés seraient légitimement soupconnés de se livrer à des abus.

Les facilités susvisées seront accordées uniquement pendant les saisons et aux heures du jour où, selon les usages locaux, sont exécutés les travaux agricoles et forestiers et où se font les récoltes.

Les personnes qui ont l'intention de se prévaloir des facilités susvisées doivent présenter aux services des douanes compétents un certificat délivré par les autorités municipales compétentes, mentionnant l'emplacement du terrain considéré, son étendue et le genre de gnite;

Annexe 2 culture qui y est pratiqué, ainsi que la composition du cheptel. Ledit certificat doit être délivré gratuitement. Dans le cas de variations de la situation indiquée dans le certificat, celui-ci doit être rectifié dans un délai de deux semaines.

- Les facilités prévues au paragraphe précédent sont également accordées lorsqu'ils s'agit de travaux agricoles ou forestiers de longue durée ou nécessitant l'emploi d'un grand nombre d'ouvriers ou d'animaux. Dans ce cas, la douane peut décider que le transport des vivres nécessaires à la nourriture des travailleurs et du fourrage nécessaire aux animaux se fera en plusieurs fois, et fixer les quantités maxima autorisées pour chaque voyage, compte tenu des conditions dans lesquelles l'approvisionnement aura lieu.
- Les facilités visées aux paragraphes 1 et 2 sont également accordées, dans les mêmes conditions, aux représentants et aux préposés des personnes morales possédant des biens-fonds ou des droits immobiliers à la fois dans les zones frontalières de l'un et l'autre Etat.
- Dans la mesure où la nécessité en sera reconnue, compte tenu des conditions locales, les produits indiqués ci-après seront admis en franchise lorsqu'ils seront importés ou exportés par les frontaliers pour leurs besoins domestiques et non à des fins commerciales:
- a) viande fraîche 300 gr. par personne et 4 kgs. au maximum par famille;
- b) farine de céréales, blé ou légumineuse 150 gr. par personne et 2 kgs. au maximum par famille;
- c) pain ordinaire 200 gr. par personne e 3 kgs. au maximum par famille;
- d) fromage et beurre 150 gr. par personne et 2 kgs. au maximum par famille;
- e) fruits frais ou secs 1 kg. par personne et 10 kgs. au maximum par famille;
- f) légumes verts et autres légumes secs 1 kg. par personne et 10 kgs. au maximum par famille;
- g) lait frais un litre par personne et 10 litres au maximum par famille.

Pour bénéficier de ces facilités, les frontaliers doivent être en possession d'un certificat de situation de famille délivré par les autorités municipales compétentes et faisant ressortir le nombre des personnes constituant le foyer familial. Ce certificat est valable un an.

L'importation - qui, dans chaque cas, doit être proportionnelle au nombre des personnes mentionnées sur le certificat - ne peut avoir lieu que par les routes contrôlées par la douane et pendant les heures d'ouverture du post-frontière. Elle n'est permise qu'une seule fois par jour et par famille.

Cette tolérance peut faire l'objet de limitations ou être supprimée en cas d'abus. Elle n'est pas accordée pour les expéditions faites par la poste.

- Lorsque la chose est jugée opportune, compte tenu des conditions locales, la franchise est accordée pour les marchandises suivantes, en provenance de l'une des zones frontalières et à destination de l'autre zone lorsque les quantités importées ne dépassent pas les besoins domestiques de la personne qui les importe:
- a) foin, paille et herbes pour le fourrage et la litière :
 - b) plantes vivaces:
 - c) bois à brûler, charbon de bois, tourbe et li-

- d) marc d'olives, tourteaux et autres résidus de graines et fruits oléagineux;
- e) carrée, engrais naturels, résidus de la fabrication de l'alcool et de la bière, résidus de la distillation du marc de raisin, pépins de raisin, détritus et autres résidus et déchets du même genre;
- f) pierres non taillées, gravier, sable, pierre à chaux.

Dans chaque cas d'espèces, il est loisible à la douane de prendre les mesures nécessaires en vue d'émpêcher des abus.

- 6. Sont réciproquement admis en franchise, à l'importation comme à l'exportation en ce qui concerne le trafic entre les deux zones frontalières:
- a) la provision de vivres que les frontaliers emportent avec eux dans l'autre zone, pour leur propre consommation d'une journée lorsque le poids global de ces provisions ne dépasse pas 1 kg.

La provision de viande ne peut être emportée de l'autre côté de la frontière que si elle est préparée (salée, marinée, bouillie ou rôtie). Cette disposition est applicable même dans les cas prévus aux paragraphes ci-dessus (par. 1, lettre b) et par. 2).

La franchise s'étend à la provision de vivres nécessaire à la durée du séjour lorsqu'il s'agit d'ouvriers ou d'artisans demeurant dans la zone frontalière et exerçant leur métier dans l'autre zone, qui doivent demeurer plusieurs jours consécutifs sur le lieu de leur travail;

- b) les médicaments, les bandages et les désinfectants que les médecins, les vétérinaires et les sagesfemmes demeurant dans la zone frontalière emportent avec eux, pour utilisation immédiate et en quantités normales, dans l'autre zone, à condition que lesdits médicaments et désinfectants soient admis à l'importation dans l'Etat où ils doivent être utilisés. Les médicaments, bandages et les désinfectants non employés doivent être remportés dans la zone d'où ils proviennent;
- c) les médicaments, bandages et désinfectants que les habitants de l'une des deux zones frontalières vont se procurer, en vertu d'une ordonnance délivrée par un médecin ou un vétérinaire, dans les pharmacies de l'autre zone, par petites doses répondant aux cas particuliers de maladies, à condition qu'il s'agisse de médicaments et de désinfectants admis à l'importation dans l'Etat où ils doivent être utilisés et que, compte tenu des conditions locales, la necessité de recourir aux pharmacies de l'autre zone soit reconnue. La franchise est accordées également pour l'usage répété d'une même ordonnance, à condition que ladite ordonnance ait été expressément renouvelée.

Il n'est pas nécessaire de présenter l'ordonnance, dans les limites susvisées, lorsqu'il s'agit de corps simples ou de préparations chimiques ou pharmaceutiques bien connues, dont le conditionnement comporte l'exacte et claire dénomination pharmaceutique, à condition que la vente au détail, sans ordonnance, desdits ou préparations soit autorisée dans l'Etat où ils doivent être utilisés;

d) les matériaux qu'emportent avec eux les artisans demeurant dans l'une des zones frontalières, qui vont exécuter, dans le cadre de leur profession, des réparations dans l'autre zone.

La franchise est limitée aux quantités que l'artisan pêche et, le cas échéant, les jours autorisés pour la peut prendre avec lui, sans avoir recours à un moyen de pratique des ces sports. Seront seuls admis au bénéfice

transport. Elle est accordée une seule fois par jour, pour des matériaux du même genre. Les dits matériaux ne peuvent pas être utilisés pour fabriquer des objets neufs. Les quantités non utilisées pour les réparations doivent être remportées dans la zone d'où elles proviennent;

- e) les cercueils et les urnes contenant les restes des personnes décédées, les couronnes mortuaires et les objets, analogues, destinés à l'ornement des dits cercueils et urnes; les matériaux et objets destinés à la manutention et à l'ornement des sépultures des parents des frontaliers;
- f) les fleurs, feuilles, herbes, naturelles ou artificielles, même liées en festons, guirlandes, bouquets etc. que les frontaliers portent personnellement dans l'autre zone à l'occasion d'une fête ou d'autres solennités, sans intention d'en faire le commerce.
- 7. Les objets suivants sont réciproquement admis, temporairement, à l'importation comme à l'exportation s'ils appartiennent à des frontaliers et sont conduits ou transportés par eux dans la zone frontalière de l'autre Etat aux fins respectivement indiquées:
- a) animaux de labour, machines agricoles, instruments et appareils devant être temporairement utilisés pour des travaux agricoles ou forestiers;
- b) animaux de toutes sortes devant être soumis à un traitement vétérinaire, utilisés pour la saillie, ou conduits pour être ferrés ou pesés;
- c) machines, appareils pour les travaux agricoles et forestiers et généralement tous objets destinés à l'usage domestique ou personnel, en vue de leur réparation:
- d) céréales, légumineuses, graines et fruits oléagineux, chanvre, lin, écorces et autres produits analogues des zones frontalières, destinés à être nettoyés, moulus, pressés, égrainés, battus ou soumis à tout autre traitement; bois de charpente à débiter, fendre ou scier en planches ou en poutres, à condition que tous ces objets servent aux frontaliers et qu'il soit nécessaire à ceux-ci de s'adresser aux moulins, pressoirs, scieries et autres installations industrielles situées dans l'autre zone. Les produits ainsi obtenus devront être, suivant le cas, réexportés ou réimportés. Ils devront correspondre quantitativement, comte tenu du rendement habituel pour chaque cas d'espèce, aux quantités originairement transportées. Quant aux sous produits, ils doivent être remportés ou donner lieu, le cas échéant, à la perception de droits de douane;
- e) les instruments portés par les médecins, les vétérinaires et les sages-femmes, pour l'exercice de leur profession; les objets du culte, portés par les prêtres, leurs assistants et les fidèles pour la célébration des cérémonies religieuses; les appareils et les instruments portés par les ouvriers pour l'exercice de leur profession;
- f) les armes de chasse, les munitions correspondantes dans les limites fixées par le paragraphe ciaprès, les équipements de chasse, de pêche et de sport en général, à condition que en ce qui concerne la chasse et la pêche les armes et engins qu'on entend importer soient autorisés dans la zone frontalière où ils doivent être utilisés et exclusivement pendant les périodes annuelles d'ouverture de la chasse et de la pêche et, le cas échéant, les jours autorisés pour la pratique des ces sports. Seront seuls admis au bénéfice

de pêche.

En ce qui concerne les munitions introduites par dérogation à la prohibition, les quantités autorisées par porteur de permis de chasse seront limitées, au cours d'une même journée, aux seuls besoins normaux de cette dernière évalués forfaitairement à 25 cartouches au maximum.

Il sera interdit aux bénéficiaires de la dérogation ci-dessus, de sortir en dehors des zones frontalières des munitions, sous peine de saisie de ces dernières et de retrait du bénéfice de la dérogation;

g) véhicules de toutes sortes, animaux de trait, montures ou bêtes de somme qui traversent la frontière pour porter des personnes ou des marchandises d'une zone frontalière à l'autre, ou pour aller chercher des personnes ou charger des marchandises dans lesdites zones. Cette tolérance ne s'applique pas aux véhicules à moteur affectés à un service public ou aux voitures de louage qui vont prendre en charge des personnes ou des marchandises dans la zone frontalière de l'autre Etat. La franchise s'étend aux harnachements de trait ou de selle et aux objets servant à l'équipement des véhicules, ainsi qu'au fourrage et aux produits nécessaire au fonctionnement des véhicules proprement dits. Le fourrage et les produits non utilisés doivent être remportés.

La douane de chacun des Etats a la faculté d'ordonner que la réexportation et la réimportation des objets susvisés soit garantie par le dépôt du montant des droits ou par la signature d'une caution digne de foi.

La douane peut exonérer de garantie les personnes connues comme étant dignes de foi. En général, il n'est pas exigé de depôt de garantie ni d'autres formalités en douane dans les cas prévus à alinéa e) du présent paragraphe.

Des documents valables un an au maximum peuvent être délivrés par la douane pour les véhicules, les animaux, les machines agricoles et les instruments de travail qui passent fréquemment d'une zone dans l'autre.

Les animaux, les véhicules, les machines et instruments dont il est question aux alinéas a), b), c), et g) et à l'alinéa précédent du présent paragraphe doivent être mentionnés sur les certificats à présenter aux autorités douanières des deux Etats, conformément aux dispositions du dernier alinéa du paragraphe 1) ci-dessus.

Aux fins de la vérification de l'identité des animaux au moment de leur réexportation ou réimportation, ceux-ci seront dûment marqués.

8. Si les circonstances locales l'éxigent, les autorités douanières des deux Etats peuvent convenir, d'un commun accord, que pour certains trafics frontaliers et sur des points déterminés de la frontière, il sera fait exception à la règle suivant laquelle le trafic des marchandises doit s'effectuer par les routes contrôlées par la douane et durant les heures fixées.

Lorsque cette nécessité est reconnue, la douane s'abstient, normalement, d'exiger des indemnités spéciales pour les opérations de douane effectuées hors des routes contrôlées ou en dehors des heures d'ouverture des bureaux

En cas d'incendie ou d'autres sinistres se produisant dans l'une des zones frontalières, les habitants de l'autre zone peuvent franchir la frontière, pour porter secours aux sinistrés en passant par des routes au-

de cette mesure les porteurs de permis de chasse ou tres que celles qui sont contrôlées par la douane, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, avec leurs instruments, leurs véhicules, leurs animaux de trait, en emportant le fourrage nécessaire pour les animaux et tout ce qu'il faut pour faire fonctionner les véhicules eux-mêmes, sans avoir à se soumettre à des formalités de douane.

> Toutefois, les instruments, les véhicules, les animaux de trait, le reste du fourrage et des matières non utilisées pour le fonctionnement des véhicules, doivent être remportés de l'autre côté de la frontière une fois les opérations de secours terminées.

- La franchise de douane prévue par le présent Accord comprend l'exonération des droits de douane proprement dits, à l'entrée et à la sortie, et de toutes les autres taxes et contributions perçues en sus des droits de douane, sur les marchandises importées ou exportées. Les indemnités pour services exceptionnels rendus par le personnel de la douane, à la requête des intéressés, ne font pas l'objet d'une exonération. Les Administrations compétentes des deux pays se mettront d'accord pour régler la question de l'exonération des taxes relatives à la circulation des véhicules automobiles en Italie en tenant compte du fait qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de taxe de cette nature en France.
- En plus de l'exonération prévue au paragraphe ci-dessus, les prohibitions et autres restrictions de caractère économique, applicables à l'importation et à l'exportation, sont également levées pour le trafic interzone.

Par contre, restent inchangées les prohibitions et restrictions imposées par l'une des parties contractantes dans les cas suivants, pour autant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans les mêmes conditions que l'autre partie contractante :

- a) pour des motifs de sécurité publique :
- b) pour des motifs de police sanitaire, ou pour la défense des animaux on des plantes contre les maladies. les insectes et les parasites nocifs;
- c) en ce qui concerne les armes, les munitions ou le materiel de guerre, et — dans des circostances exceptionnelles — en ce qui concerne tout ce qui est nécessaire pour la guerre;
- d) en ce qui concerne les marchandises qui sur le territoire de l'un des deux Etats — font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat;
- e) ainsi que les prohibitions et restrictions applicables à l'intérieur de chacun des deux Etats relativement à la production, la mise en vente, le trasport, et la consommation de certaines marchandises.

DISTOSITIONS FINALES

Les autorités douanières compétentes des deux Etats prendront, chacune pour son propre compte, les mesures de surveillance nécessaires pour éviter tous abus au sujet des facilités prévues et adopteront de concert le cas échéant, les mesures qui s'imposent.

Les dites autorités se communiqueront réciproquement les dispositions réglementaires prises en vue de l'application des principes posés par le présent accord et, en cas de difficultés, adopteront immédiatement, d'un commun accord, des mesures propres à les aplanir.

Les Ministres des Finances des deux Etats se feront réciproquement connaître quelles autorités douanières doivent être, au sens du présent accord, considérées comme compétentes et ont la faculté d'établir, de concert, les règlements administratifs que l'expérience aura révélés nécessaires pour son application correcte.

Je vous serais reconnaissant de vien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement italien sur ces dispositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

J. FOUQUES DUPARC

Son Excellence le Comte Carlo Sforza Ministre des Affaires Etrangères Palais Chigi Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

Piccioni

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

ANNEXE N. -2-bis

Rome, le 29 janvier 1951

Monsieur l'Ambassadeur,

Par lettre en date de ce jour Vous.avez bien voulu me faire savoir ce qui suit:

- « Conformément à l'article 3 de la Convention frontalière signée à Rome en date de ce jour et à la suite des échanges de vue qui ont eu lieu entre les Administrations compétentes, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français donne son approbation aux dispositions suivantes fixant les modalités d'application du dit article:
- 1. Pour faciliter l'exploitation des biens-fonds situés dans l'une des zones frontalières et cultivés par des propriétaires, usufruitiers ou fermiers habitant l'autre zone, sont affranchis de tous droits, taxes et autres charges imposés à l'occasion de l'importation ou de l'exportation effectuées par eux-mêmes, les membres de leur famille ou leurs préposés entre lesdits biensfonds et l'habitation ou l'établissement agricole des intéressés et vice-versa:
- a) les animaux de travail, les instruments, les véhicules et les machines communément utilisés dans l'agriculture et l'exploitation forestière, y compris leurs accessoires et tout ce qui est nécessaire au fonctionnement des véhicules et des machines proprement dites; en ce qui concerne les carburants, l'exonération de droits est toutefois limitée aux quantités contenues dans le réservoir normal, communiquant directement avec le moteur;
- b) la quantité de vivres et de boisson strictement nécessaire aux travailleurs employés à la culture des terres ou aux travaux forestiers, pour toute la durée desdits travaux, ainsi que le fourrage nécessaire aux animaux pour toute la durée de leur séjour dans l'emplacement considéré, avec tous les appareils et produits nécessaires pour lutter contre les insectes et les parasites des plantes;

- c) les engrais en tous genres, les semences, les plantes et les arbustes destinés au reboisement, les ceps de vigne, les matériaux de construction nécessaire à la réparation des édifices existant dans lesdites propriétés:
- d) les produits agricoles et forestiers obtenus sur lesdits biens-fonds ainsi que les produits tirés des animaux appartenant à l'exploitation agricole considérée y compris les jeunes bêtes mises bas par ceux-cî et âgées de moins de quatre mois et les produits de la chasse et de la pêche provenant de ces mêmes biensfonds.

Les machines, instruments et véhicules, les animaux et leurs harnachements ainsi que tous les objets emportés et non utilisés doivent être reconduits ou remportés au-delà de la frontière lorsqu'ils ont cessé d'être employés. Toutefois, un cautionnement ne sera exigé à cet effet qu'au cas où les intéressés seraient légitimement soupçonnés de se livrer à des abus.

Les facilités susvisées seront accordées uniquement pendant les saisons et aux heures du jour où, selon les usages locaux, sont exécutés les travaux agricoles et forestiers et où se font les récoltes.

Les personnes qui ont l'intention de se prévaloir des facilités susvisees doivent présenter aux services des douanes compétents un certificat délivré par les autorités municipales compétentes, mentionnant l'emplacement du terrain considéré, son étendue et le genre de culture qui y est pratiqué, ainsi que la composition du cheptel. Ledit certificat doit être délivré gratuitement. Dans le cas de variations de la situation indiquée dans le certificat, celui-ci doit être rectifié dans un délai de deux semaines.

- 2. Les facilités prévues au paragraphe précédent sont également accordées lorsqu'il s'agit de travaux agricoles ou forestiers de longue durée ou nécessitant l'emploi d'un grand nombre d'ouvriers ou d'animanx. Dans ce cas, la douane peut décider que le transport des vivres nécessaires à la nourriture des travailleurs et du fourrage nécessaire aux animaux se fera en plusieurs fois, et fixer les quantités maxima autorisées pour chaque voyage, compte tenu des conditions dans lesquelles l'approvisionnement aura lieu.
- 3. Les facilités visées aux paragraphes 1 et 2 sont également accordées, dans les mêmes conditions, aux représentants et aux préposés des personnes morales possédant des biens-fonds ou des droits immobiliers à la fois dans les zones frontalières de l'un et l'autre Etat.
- 4. Dans la mesure où la nécessité en sera reconnue, compte tenu des conditions locales, les produits indiqués ci-après seront admis en franchise lorsqu'ils seront importés ou exportés par les frontaliers pour leurs besoins domestiques et non à des fins commerciales:
- a) viande fraîche 300 gr. par personne et 4 kgs.
 au maximum par famille;
- b) farine de céréales, blé ou légumineuse 150 gr. par personne et 2 kgs. au maximum par famille;
- c) pain ordinaire 200 gr. par personne et 3 kgs. au maximum par famille;
- d) fromage et beurre 150 gr. par personne et 2 kgs. au maximum par famille;

- 10 kgs. au maximum par famille;
- f) légumes verts et autres légumes secs 1 kg. par personne et 10 kgs. au maximum par famille;
- g) lait frais un litre par personne et 10 litres au maximum par famille.

Pour bénéficier de ces facilités, les frontaliers doivent être en possession d'un certificat de situation de famille délivré par les autorités municipales compétentes et faisant ressortir le nombre des personnes constituant le foyer familial. Ce certificat est valable un an.

L'importation - qui, dans chaque cas, doit être proportionnelle au nombre des personnes mentionnées sur le certificat — ne peut avoir lieu que par les routes contrôlées par la douane et pendant les heures d'ouverture du post-frontière. Elle n'est permise qu'une seule fois par jour et par famille.

Cette tolérance peut faire l'objet de limitations ou être supprimée en cas d'abus. Elle n'est pas accordée pour les expéditions faites par la poste.

- Lorsque la chose est jugée opportune, compte tenu des conditions locales, la franchise est accordée pour les marchandises suivantes, en provenance de l'une des zones frontalières et à destination de l'autre zone lorsque les quantités importées ne dépassent pas les besoins domestiques de la personne qui les importe:
- a) foin, paille et herbes pour le fourrage et la litière:
 - b) plantes vivaces;
- c) bois à brûler, charbon de bois, tourbe et lignite;
- d) marc d'olives, tourteaux et autres résidus de graines et fruits oléagineux;
- e) carrée, engrais naturels, résidus de la fabrication de l'alcool et de la bière, résidus de la distillation du marc de raisin, pépins de raisin, détritus et autres résidus et déchets du même genre;
- f) pierres non taillées, gravier, sable, pierre à

Dans chaque cas d'espèces, il est loisible à la douane de prendre les mesures nécessaires en vue d'émpêcher des abus.

- Sont réciproquement admis en franchise, à l'importation comme à l'exportation en ce qui concerne le trafic entre les deux zones frontalières:
- a) la provision de vivres que les frontaliers emportent avec eux dans l'autre zone, pour leur propre consommation d'une journée lorsque le poids global de ces provisions ne dépasse pas 1 kg.

La provision de viande ne peut être emportée de l'autre côté de la frontière que si elle est préparée (salée, marinée, bouillie ou rôtie). Cette disposition est applicable même dans les cas prévus aux paragraphes ci-dessus (par. 1, lettre b) et par. 2).

La franchise s'étend à la provision de vivres néces saire à la durée du séjour lorsqu'il s'agit d'ouvriers ou d'artisans demeurant dans la zone frontalière et exercant leur métier dans l'autre zone, qui doivent travail:

b) les médicaments, les bandages et les désinfectants que les médicins, les vétérinaires et les sagesavec eux, pour utilisation immédiate et en quantités ration;

e) fruits frais ou secs 1 kg. par personne et normales, dans l'autre zone, à condition que lesdits médicaments et désinfectants soient admis à l'importation dans l'Etat où ils doivent être utilisés. Les médicaments, bandages et les désinfectants non employés doivent être remportés dans la zone d'où ils proviennent;

c) les médicaments, bandages et désinfectants que les habitants de l'une des deux zones frontalières vont se procurer, en vertu d'une ordonnance délivrée par un médecin ou un vétérinaire, dans les pharmacies de l'autre zone, par petites doses répondant aux cas particuliers de maladies, à condition qu'il s'agisse de médicaments et de désinfectants admis à l'importation dans l'Etat où ils doivent être utilisés et que, compte tenu des conditions locales, la necessité de recourir aux pharmacies de l'autre zone soit reconnue. La franchise est accordée également pour l'usage répété d'une même ordonnance, à condition que ladite ordonnance ait été expressément renouvelée.

Il n'est pas nécessaire de présenter l'ordonnance, dans les limites susvisées, lorsqu'il s'agit de corps simples ou de préparations chimiques ou pharmaceutiques bien connues, dont le conditionnement comporte l'exacte et claire dénomination pharmaceutique, à condition que la vente au détail, sans ordonnance, desdits ou préparations soit autorisée dans l'Etat où ils doivent être utilisés;

d) les matériaux qu'emportent avec eux les artisans demeurant dans l'une des zones frontalières, qui vont exécuter, dans le cadre de leur profession, des réparations dans l'autre zone.

La franchise est limitée aux quantités que l'artisan peut prendre avec lui, sans avoir recours à un moyen de transport. Elle est accordée une seule fois par jour, pour des matériaux au même genre. Les dits matériaux ne peuvent pas être utilisés pour fabriquer des objets neufs. Les quantités non utilisées pour les réparations doivent être remportées dans la zone d'où elles proviennent;

- e) les cercueils et les urnes contenant les restes des personnes décédées, les couronnes mortuaires et les objets. analogues, destinés à l'ornement des dits cercueils et urnes; les matériaux et objets destinés à la manutention et à l'ornement des sépultures des parents des frontaliers;
- f) les fleurs, feuilles, herbes, naturelles ou artificielles, même liées en festons, guirlandes, bouquets etc. que les frontaliers portent personnellement dans l'autre zone à l'occasion d'une fête ou d'autres solennités, sans intention d'en faire le commerce.
- 7. Les objets suivants sont réciproquement admis. temporairement, à l'importation comme à l'exportation s'ils appartiennent à des frontaliers et sont conduits ou transportés par eux dans la zone frontalière de l'autre Etat aux fins respectivement indiquées:
- a) animaux de labour, machines agricoles, instruments et appareils devant être temporairement utilisés pour des travaux agricoles ou forestiers;
- b) animaux de toutes sortes devant être soumis demeurer plusieurs jours consécutifs sur le lieu de leur à un traitement vétérinaire, utilisés pour la saillie. ou conduits pour être ferrés ou pesés;
- c) machines, appareils pour les travaux agricoles et forestiers et généralement tous objets destinés à femmes demeurant dans la zone frontalière emportent l'usage domestique ou personnel, en vue de leur répa-

- d) céréales, légumineuses, graines et fruits oléagineux, chanvre, lin, écorces et autres produits analogues des zones frontalières, destinés à être nettoyés, moulus, pressés, égrainés, battus ou soumis à tout autre traitement, bois de charpente à débiter, fendre ou scier en planches ou en poutres, à condition que tous ces objets servent aux frontaliers et qu'il soit nécessaire à ceux-ci de s'adresser aux moulins, pressoirs, scieries et autres installations industrielles situées dans l'autre zone. Les produits ainsi obtenus devront être, suivant le cas, réexportés ou réimportés. Ils devront correspondre quantitativement, comte tenu du rendement habituel pour chaque cas d'espèce, aux quantités originairement transportées. Quant aux sous-produits, ils doivent être remportés ou donner lieu, le cas échéant, à la perception de droits de douane;
- e) les instruments portés par les médecins, les vétérinaires et les sages-femmes, pour l'exercice de leur profession; les objts du culte, portés par les prêtres, leurs assistants et les fidèles pour la célébration des cérémonies religieuses; les appareils et les instruments portés par les ouvriers pour l'exercice de leur profession;
- f) les armes de chasse, les munitions correspondantes dans les limites fixées par le paragraphe ciaprès, les équipements de chasse, de pêche et de sport en général, à condition que en ce qui concerne la chasse et la pèche les armes et engins qu'on entend importer soient autorisés dans la zone frontalière où ils doivent être utilisés et exclusivement pendant les périodes annuelles d'ouverture de la chasse et de la pêche et le cas échéant, les jours autorisés pour la pratique des ces sports. Seront seuls admis au bénéfice de cette mesure les porteurs de permis de chasse ou de pêche.

En ce qui concerne les munitions introduites par dérogation à la prohibition, les quantités autorisées par porteur de permis de chasse scront limitées, au cours d'une même journée, aux seuls besoins normaux de cette dernière évalués forfaitairement à 25 cartouches au maximum.

Il sera interdit aux bénéficiaires de la dérogation ci-dessus, de sortir en dehors des zones frontalières des munitions, sous peine de saisie de ces dernières et de retrait du bénéfice de la dérogation;

g) véhicules de toutes sortes, animaux de trait, montures ou bêtes de somme qui traversent la frontière pour porter des personnes ou des marchandises d'une zone frontalière à l'autre, ou pour aller chercher des personnes ou charger des marchandises dans lesdites zones. Cette tolérance ne s'applique pas aux véhicules à moteur affectés à un service public ou aux voitures de louage qui vont prendre en charge des personnes ou des marchandises dans la zone frontalière de l'autre Etat. La franchise s'étend aux harnachements de trait ou de selle et aux objets servant à l'équipement des véhicules, ainsi qu'au fourrage et aux produits nécessaire au fonctionnement des véhicules proprement dits. Le fourrage et les produits non utilisés doivent être remportés.

La douane de chacun des Etats a la faculté d'ordonner que la réexportation et la réimportation des objets susvisés soit garantie par le dépôt du montant des droits ou par la signature d'une caution digne de foi.

La douane peut exonérer de garantie les personnes connues comme étant dignes de foi. En général, il n'est pas exigé de dépôt de garantie ni d'autres formalités en douane dans les cas prévus à alinéa e) du présent paragraphe.

Des documents valables un an au maximum peuvent être délivrés par la douane pour les véhicules, les animaux, les machines agricoles et les instruments de travail qui passent fréquemment d'une zone dans l'autre.

Les animaux, les véhicules, les machines et instruments dont il est question aux alinéas a), b), c), et g) et à l'alinéa précédent du présent paragraphe doivent être mentionnés sur les certificats à présenter aux autorités douanières des deux Etats, conformément aux dispositions du dernier alinéa du paragraphe 1) ci-dessus.

Aux fins de la vérification de l'identité des animaux au moment de leur réexportation ou réimportation, ceux-ci seront dûment marqués.

8. Si les circonstances locales l'éxigent, les autorités douanières des deux Etats peuvent convenir, d'un commun accord, que pour certains trafics frontaliers et sur des points déterminés de la frontière, il sera fait exception à la règle suivant laquelle le trafic des marchandises doit s'effectuer par les routes contrôlées par la douane et durant les heures fixées.

Lorsque cette nécessité est reconnue, la douane s'abstient, normalement, d'exiger des indemnités spéciales pour les opérations de douane effectuées hors des routes contrôlées ou en dehors des heures d'ouverture des bureaux.

9. En cas d'incendie ou d'autres sinistres se produisant dans l'une des zones frontalières, les habitants de l'autre zone peuvent franchir la frontière, pour por ter secours aux sinistrés en passant par des routes autres que celles qui sont contrôlées par la douane, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, avec leurs instruments, leurs véhicules, leurs animaux de trait, en emportant le fourrage nécessaire pour les animaux et tout ce qu'il faut pour faire fonctionner les véhicules eux-mêmes, sans avoir à se soumettre à des formalités de douane.

Toutefois, les instruments, les véhicules, les animaux de trait, le reste du fourrage et des matières non utilisées pour le fonctionnement des véhicules, doivent être remportés de l'autre côté de la frontière une fois les opérations de secours terminées.

- 10. La franchise de douane prévue par le présent Accord comprend l'exonération des droits de douane proprement dits, à l'entrée et à la sortie, et de toutes les autres taxes et contributions perçues en sus des droits de douane, sur le marchandises importées ou exportées. Les indemnités pour services exceptionnels rendus par le personnel de la douane, à la requête des intéressés, ne font pas l'objet d'une exonération. Les Administrations compétentes des deux pays se mettront d'accord pour régler la question de l'exonération des taxes relatives à la circulation des véhicules automobiles en Italie en tenant compte du fait qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de taxe de cette nature en France.
- 11. En plus de l'exonération prévue au paragraphe ci-dessus, les prohibitions et autres restrictions de caractère économique, applicables à l'importation et à l'exportation, sont également levées pour le trafic interzone.

Par contre, restent inchangées les prohibitions et restrictions imposées par l'une des parties contractantes dans les cas suivants, pour autant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays qui se trouvent dans les mêmes conditions que l'autre partie contractante:

a) pour des motifs de sécurité publique;

b) pour des motifs de police sanitaire, ou pour la défense des animaux on des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nocifs;

c) en ce qui concerne les armes, les munitions ou le materiel de guerre, et — dans des circostances exceptionnelles — en ce qui concerne tout ce qui est nécessaire pour la guerre;

d) en ce qui concerne les marchandises qui — sur le territoire de l'un des deux Etats — font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat;

e) ainsi que les prohibitions et restrictions applicables à l'intérieur de chacun des deux Etats relativement à la production, la mise en vente, le trasport, et la consommation de certaines marchandises.

DISPOSITIONS FINALES

Les autorités douanières compétentes des deux Etats prendront, chacune pour son propre compte, les mesures de surveillance nécessaires pour éviter tous abus au sujet des facilités prévues et adopteront de concert le cas échéant, les mesures qui s'imposent.

Lesdites autorités se communiqueront réciproquement les dispositions réglementaires prises en vue de l'application des principes posés par le présent accord et, en cas de difficultés, adopteront immédiatement, d'un commun accord, des mesures propres à les aplanir.

Les Ministres des Finances des deux Etats se feront réciproquement connaître quelles autorités douanières doivent être, au sens du présent accord, considérées comme compétentes et ont la faculté d'établir, de concert, les règlements administratifs que l'expérience aura révélés nécessaires pour son application correcte ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Italien donne son approbation aux dispositions qui précèdent.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

SFORZA

Son Excellence

Monsieur Jacques Fouques Duparc

Ambassadeur de la République Française — Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri PICCIONI

GIOLITTI GIUSEPPE, direttore

SANTI RAFFAELE, gerente

(8104460) Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.

PREZZO L. 80